

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article143>

Les Etats-Unis demandent une coopération antiterroriste renforcée



- Terrorisme - International -
Date de mise en ligne : samedi 15 janvier 2005

Spyworld Actu

Américains et Européens doivent travailler plus et mieux en matière de lutte antiterroriste. C'est le message principal de Tom Ridge, secrétaire américain à la sécurité intérieure, qui effectue une visite en Europe. Le responsable américain demande une coopération renforcée et plaide pour la mise en place de nouvelles mesures de contrôle et d'échange d'informations. Les Etats-Unis ont durci leurs règles d'admission sur leur territoire, exigeant des visas pour certains ressortissants européens, des passeports avec données biométriques et mettant en place des contrôles renforcés aux frontières. Un vol de British Airways a été ainsi détourné par les autorités américaines, mercredi. En Allemagne, une opération policière a permis de démanteler une filière islamiste de fabrications de faux passeports.

Bruxelles de notre bureau européen

Avant de passer le témoin, le 1er février, à Michael Chertoff, son successeur au poste de secrétaire américain à la sécurité intérieure, Tom Ridge effectue un dernier voyage en Europe.

Présent à Bruxelles jeudi 13 janvier, avant de se rendre à La Haye et à Londres, le responsable américain a décidé de lancer un message simple à l'Union européenne : l'administration Bush entend amplifier sa coopération avec les Vingt-Cinq dans le domaine de la lutte antiterroriste.

M. Ridge est venu dire à ses partenaires qu'il fallait développer de nouveaux outils, dont les contrôles biométriques aux frontières, "indispensables pour sécuriser davantage les voyages". Il plaide pour l'élaboration rapide d'un système de normes communes afin de saisir, stocker, lire et utiliser les informations. Il pense que tous les pays devraient faire figurer de telles données, dont les empreintes digitales, dans les passeports.

A défaut, la politique américaine à l'égard des ressortissants de pays européens qui peuvent entrer aux Etats-Unis sans visa pourrait être remise en cause, sous-entend le secrétaire à la sécurité intérieure. Et cela, même si les autorités américaines elles-mêmes semblent douter de l'intérêt de la biométrie : le département d'Etat, qui supervise l'émission des passeports, marque des réticences. M. Ridge conseille donc à son successeur de se montrer "agressif" pour faire changer les mentalités et souligne qu'"il est un peu plus facile de négocier avec ses alliés si l'on a déjà réalisé ce qu'on leur demande".

Aux Pays-Bas, M. Ridge devait ratifier, vendredi, un accord-pilote : les voyageurs internationaux "à faible risque" qui se rendent fréquemment aux Etats-Unis pourront disposer, à l'aéroport d'Amsterdam-Schiphol et au Kennedy Airport de New York, d'un couloir séparé à l'enregistrement et à la douane s'ils font volontairement enregistrer leurs données, notamment biométriques. L'accord bilatéral avec les autorités néerlandaises aura valeur de test et pourra ensuite être étendu.

Le ministre américain, effectuant ce qui ressemble à une mission exploratoire pour son successeur, a, par ailleurs, dressé un bilan très positif des accords conclus dans d'autres domaines, dont les contrôles dans les aéroports et les ports. Il a affirmé que plusieurs plans d'attaques ont été déjoués grâce à un bon échange d'informations avec des pays européens, parmi lesquels la France. Il a surtout tenté d'assurer que, comme pour de nombreux Européens, la protection des libertés civiles, de la vie privée, de l'accès aux données et de leur utilisation était parmi ses préoccupations essentielles. "Pour les données biométriques, je sais que des considérations culturelles et légales entrent en ligne de compte. Je comprends une certaine anxiété, mais la définition de normes communes rigoureuses nous aidera à rassurer les gens", a expliqué M. Ridge au Monde.

PROCHAINE NOMINATION

Gommant les divergences sur l'Irak ou sur le sort des prisonniers de Guantanamo, le secrétaire américain est également venu dire aux Européens qu'ils n'avaient pas à s'inquiéter d'un éventuel unilatéralisme de Washington. "Même si nos opinions divergent sur certains points, nous sommes plus proches que nous ne le pensons. Il est impossible de sécuriser les Etats-Unis sans une collaboration internationale", commente le chef de la gigantesque administration créée en octobre 2001. Le département de la Homeland Security regroupe quelque 180 000 fonctionnaires des douanes, de l'immigration, du renseignement, des garde-côtes, etc.

Pour témoigner de tout l'intérêt qu'il porte à la collaboration avec Bruxelles, M. Ridge a beaucoup insisté sur la prochaine nomination d'un haut fonctionnaire de son département auprès de l'Union. Cette décision date, en réalité, de septembre et aurait dû être concrétisée avant la fin de l'année 2004. Ce fonctionnaire traitera plus particulièrement avec Gijs de Vries, le coordinateur de la politique antiterroriste de l'UE. Un représentant du département de la justice et un autre des douanes sont déjà à Bruxelles, un agent du FBI et un de la CIA doivent être nommés à Europol, à La Haye.

Affirmant s'inspirer des exemples de l'Europe ou de Singapour, M. Ridge a annoncé une autre décision, plus neuve : 12 millions de dollars (environ 9 millions d'euros) vont être consacrés par son gouvernement à une étude universitaire sur les aspects sociaux du terrorisme islamiste. Du côté européen, M. de Vries avait déjà insisté sur le fait que "l'aide au développement peut avoir un impact sur l'environnement dans lequel éclosent les groupes terroristes".

Par ailleurs, l'UE a lancé sa propre enquête sur le recrutement et sur la radicalisation de certains groupes sociaux, ainsi que sur le lien entre des facteurs socio-économiques et le soutien à des activités terroristes. Jusqu'ici, Washington paraissait, en revanche, ne pas se soucier des causes du phénomène et de ses éventuels substrats politiques. "Les Etats-Unis comptent trop sur les moyens militaires conventionnels, qui provoquent souvent une réaction terroriste plus forte", note Mirjam Dittrich, une politologue de l'European Policy Center, un think tank (centre de réflexion) bruxellois.

La déclaration de M. Ridge annonce-t-elle un changement de cap ? Interrogé sur le fait que Washington a créé un nouveau foyer terroriste en Irak, le secrétaire à la sécurité intérieure balaie, en tout cas, la remarque : "On ne peut accepter cette idée. Les terroristes étaient en Irak avant notre arrivée, et nous voulons y créer, au contraire, une nouvelle démocratie."

Le vol BA-175 dérouté sur ordre américain

British Airways a indiqué, jeudi 13 janvier, qu'un de ses appareils, un Boeing 747 en route vers New York avec 239 passagers, avait dû, la veille, faire demi-tour au milieu de l'Atlantique et revenir à Londres, les autorités américaines ne voulant pas d'un passager. La police britannique a interrogé l'homme, avant de le relâcher. "Un passager du vol 175 de BA, voyageant avec un passeport français, correspondait à une personne inscrite sur la liste des personnes interdites de voyager par avion. La sécurité intérieure a établi le lien en vérifiant des données transmises après le décollage de Londres", a indiqué l'agence américaine pour la sécurité des transports.

Plusieurs avions ont déjà été déroutés par les autorités américaines. Un avion de Delta Airlines l'avait été le 26 décembre sur un aéroport militaire de Floride après la découverte d'une similitude entre le nom d'un passager et celui d'un terroriste recherché. En novembre, un Boeing 777 d'Air France reliant Paris à Washington avait effectué une escale imprévue à Bangor, dans le Maine, les autorités souhaitant interroger deux passagers. - (AFP.)